



20 décembre 2017

(17-7137)

Page: 1/2

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE PORCINS
VIVANTS, DE VIANDE DE PORC ET D'AUTRES PRODUITS DU PORC EN
PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE**

**RECOURS DE L'UNION EUROPÉENNE À L'ARTICLE 22:2 DU MÉMORANDUM
D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

La communication ci-après, datée du 19 décembre 2017 et adressée par la délégation de l'Union européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 22:2 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"), l'Union européenne demande à l'Organe de règlement des différends ("ORD") l'autorisation de suspendre, à l'égard de la Fédération de Russie, des concessions et d'autres obligations du fait que la Fédération de Russie n'a pas mis ses mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire *Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne* (DS475).

Le 21 mars 2017, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, dans l'affaire *Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne* dans lesquels il était constaté que certaines mesures étaient incompatibles avec les obligations de la Fédération de Russie au titre de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* ("Accord SPS").¹

Conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, la Fédération de Russie et l'Union européenne sont convenues que le délai raisonnable imparti à la Fédération de Russie pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD arriverait à expiration le 6 décembre 2017.² De l'avis de l'Union européenne, la Fédération de Russie ne s'est pas conformée aux recommandations et décisions de l'ORD avant la fin du délai raisonnable.

En cas de non-mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai raisonnable, l'article 22 du Mémoire d'accord autorise l'octroi d'une compensation ou la suspension de concessions ou d'autres obligations.

Conformément à la pratique actuelle, l'Union européenne a proposé à la Fédération de Russie un accord sur la chronologie en vertu duquel, d'une part, elle demanderait l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations seulement après que l'ORD aurait statué, à la suite d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord, qu'une mesure prise pour se conformer n'existe pas ou est incompatible avec un accord visé, et, d'autre part, la Fédération de Russie n'affirmerait pas que l'Union européenne est dans l'impossibilité d'obtenir une telle autorisation parce que sa demande a été présentée en dehors du délai spécifié dans la première phrase de l'article 22:6 du Mémoire d'accord. La Fédération de Russie n'est pas convenue d'un tel accord sur la chronologie.

¹ Document WT/DS475/AB/R du 23 février 2017; document WT/DS475/R du 19 août 2016.

² WT/DS475/15.

Au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, l'ORD accordera, sur demande, l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations, si aucune compensation satisfaisante n'a été convenue. Il n'y a pas d'accord sur une compensation en l'espèce.

Compte tenu de ce qui précède, et conformément aux principes et procédures énoncées à l'article 22:3 du Mémorandum d'accord, l'Union européenne demande à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations en ce qui concerne le secteur des marchandises au titre d'un ou plusieurs des accords ci-après:

1. *l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994;*
2. *l'Accord SPS; et*
3. *l'Accord sur l'agriculture.*

Comme il est prescrit par l'article 22:4 du Mémorandum d'accord, le niveau annuel de la suspension proposée est équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages découlant pour l'Union européenne du fait que la Fédération de Russie n'a pas mis les mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Sur cette base, l'Union européenne a l'intention de suspendre des avantages pour un niveau annuel égal à 1,39 milliard d'euros (valeur totale des exportations concernées en 2013) avec un taux de majoration annuel de 15%.

Conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, si la Fédération de Russie conteste le niveau de la suspension proposée, la question sera soumise à arbitrage.
